

## Combats d'arrière-garde

Vous le savez, une avalanche de «sanctions tarifaires» nous a été infligée depuis la fin de l'automne:

- le Département fédéral de l'intérieur a abaissé de 10 % le tarif du laboratoire;
- la Commission des tarifs médicaux de la SUVA refuse mi-décembre toute adaptation de la valeur du point malgré des chiffres incontestables, dénonce le contrat de 2001 sur la valeur du point, et annule au 31.12.2005 les «mesures d'urgence» en vigueur pour les radiologues dans le domaine accident;
- santéuisse coupe court aux négociations sur les adhésions cantonales à l'Accord sur les prestations et les coûts, demande systématiquement aux gouvernements cantonaux de fixer des valeurs de point abaissées, ... et réclame CHF 19 000 000.– supplémentaires aux médecins au titre de compensation pour la période de neutralité des coûts, sans aucun argument valable mais en modifiant unilatéralement des contrats signés il y a des années;
- l'OFSP annonce le 22 décembre (!) que le Conseil fédéral ne pourra «probablement pas» accepter la poursuite au-delà du 31.12.2005 des mesures d'urgence en radiologie pour le domaine de l'assurance-maladie.

Comment comprendre ce déferlement soudain?

Est-ce que vraiment nous faisons maintenant si peur, par notre cohérence et notre détermination retrouvées, que cela suscite une agressivité démesurée chez nos partenaires? Ou s'agit-il bêtement des derniers soubresauts de fonctionnaires ou d'employés cherchant à se profiler? Ou plus subtilement, avons-nous certes établi des liens constructifs avec nos interlocuteurs directs – car tel est le cas! – mais avons-nous négligé le fait que les coulisses de santéuisse ou de l'administration bruissent encore des considérations venimeuses de «dinosaures» déconnectés du présent?

Bref, ce qui est clair, malheureusement, c'est que toutes ces mesures sont à la fois peu intelligentes, et révoltantes par leur injustice et par la petitesse d'esprit qu'elles démontrent: profiter du pouvoir qui vous est confié par la loi pour créer des alibis à sa propre impuissance politique est une attitude inacceptable. Certes, les assureurs sont là pour faire les assureurs, et l'administra-

tion fédérale pour faire l'administration ..., mais nous pensons être malgré tout en droit d'exiger de nos partenaires qu'ils fassent preuve de bonne foi et qu'ils restent crédibles.

Il faut aussi noter ici que ces diverses mesures – si elles posent de gros problèmes aux praticiens individuels, et si elles hypothèquent tout le système partenarial que nous nous efforçons de mettre sur pied dans le système de santé (à qui cela fait-il peur?!...) – ne résolvent aucunement le problème des coûts; les quelque dizaines de millions économisés sont illusoire, d'une part, et d'autre part ils ne représentent rien d'utile face aux 50 milliards des coûts totaux annuels.

Toutes ces «sanctions tarifaires» ne sont donc qu'un exercice-alibi. Leurs auteurs devraient bien plutôt se consacrer à élaborer de vraies solutions constructives, à imaginer un avenir où les vrais problèmes sont abordés de façon partenariale et réaliste: – vieillissement de la population et augmentation des besoins, démographie médicale et pénurie de médecins, progrès médical et renchérissement des soins, et surtout financement du système – financement des soins mais aussi financement des caisses-maladies!

Le Comité central de la FMH va utiliser les semaines qui viennent pour finaliser sa réflexion face à la situation nouvelle que créent les événements de la fin de l'année; tout en sachant que nous devons savoir réagir rapidement – et nous le faisons lorsqu'il le faut! – nous souhaitons cependant prendre aussi le temps d'élever un peu le débat et prendre des options qui engagent l'avenir de façon solide et réfléchie. Nous ne manquerons évidemment pas d'exposer ensuite ici-même la manière concrète dont nous comptons aborder l'avenir.

Reste à dire que nous considérons comme combats d'arrière-garde les salves qui nous ont été envoyées ces dernières semaines de la part de l'administration fédérale et de santéuisse; combats d'arrière-garde de la part de nos «adversaires traditionnels», ... et Dieu sait si nous en avons assez d'avoir des adversaires traditionnels: il est grand temps que le système de santé soit géré dans un autre état d'esprit!

*Jacques de Haller, président de la FMH*